

# Guide

## pour les femmes issues de l'immigration

### La famille

#### Les trois formes d'union en France

- **Le mariage** : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.
- **Le pacte civil de solidarité (PACS)** : contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- **Le concubinage, ou union libre** : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

#### Les ruptures d'union en France

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).

- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal de Grande Instance. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous condition).
- Si vous souhaitez seule rompre le PACS, vous devez en informer votre partenaire et adresser copie de ce courrier au tribunal d'instance ayant reçu la déclaration de PACS. Si vous êtes d'accord entre partenaires, vous faites une déclaration conjointe de rupture.
- La répudiation n'existe pas en droit français.

#### L'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

### L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la préfecture.

### Le regroupement familial

D'une manière générale, vous pouvez être rejointe en France par votre conjoint majeur et vos enfants mineurs, et/ou par vos enfants mineurs d'une précédente union, ou par les enfants mineurs de votre conjoint. Ils bénéficieront d'un titre de séjour et du droit de travailler, selon leur âge.

Ce regroupement ne peut se réaliser que sous certaines conditions. Pour toute information, s'adresser à l'OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure** : 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)** : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD)** : à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)** : 02 32 18 09 94

**Police, gendarmerie** : 17

### Les pratiques interdites

#### Les violences

**Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi et leurs auteurs condamnés par la loi.**

**Pour une urgence, faites le 17 (police, gendarmerie). Pour une écoute, faites le 39 19.**

### Les mariages forcés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé. L'âge légal pour se marier est de 18 ans.

Une consultation gratuite dans une Maison de la justice et du droit (MJD) vous aidera à entreprendre des démarches.

### Les mutilations sexuelles féminines

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite.

Les peines peuvent atteindre 20 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende. La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger.

### La polygamie

En France, le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut donc pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse dans son pays d'origine. La peine est de 1 an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

En cas de litige, le juge applique au procès soit la loi française, soit la loi étrangère déterminée par la nationalité des parties. Ces questions sont complexes, il est conseillé de consulter des professionnels du droit.

### La dissimulation du visage

Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage (loi d'octobre 2010, applicable depuis avril 2011). La peine peut aller de 150 € à 30 000 € d'amende. Toute personne est concernée, quel que soit son sexe, son âge ou sa nationalité.

**Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE)** : 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)** : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD)** : à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Police, gendarmerie** : 17

**Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS)** : 01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

### Le logement

#### Vous cherchez un logement

« Le droit à un logement décent et indépendant [...] est garanti par l'État à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière [...], n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. » (loi DALO)

Vous pouvez vous renseigner auprès de l'assistant-e de service social de secteur dans votre mairie ou à la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) à la préfecture.

**En cas d'urgence, faites le 115 ou appelez l'association La Pause (hébergement ponctuel d'urgence).**

#### Autres situations

- **Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'un travailleur social.**
- Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL).

#### Les aides (sous conditions)

- Prestations logement auprès de la CAF.
- Fonds de solidarité pour l'habitat auprès du Conseil général.

**Agence départementale d'information sur le logement (ADIL)** : 02 32 24 06 66

**Caisse d'Allocations Familiales (CAF)** : 0810 25 27 10

**Conseil général de l'Eure** : 02 32 31 50 50

**Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)** : 02 32 24 86 01

**Association La Pause** : 02 32 33 52 76



- Anglais
- Turc
- Russe
- Arabe
- Espagnol
- Portugais
- Bambara
- Lingala
- Soninké

Eure



# Guia

Para as mulheres  
vindas da imigração

## La familia

### Três formas de união em França

- **O casamento:** acto jurídico baseado no consentimento mútuo dos dois esposos. Só o casamento civil é reconhecido legalmente, portanto ele deve intervir obrigatoriamente antes do casamento tradicional ou religioso.
- **O pacto civil de solidariedade (PACS):** contrato concluído entre duas pessoas de sexo diferente ou do mesmo sexo, para organizar a sua vida comum.
- **A concubinação, ou união livre:** união de facto, caracterizada por uma comunidade de vida estável entre duas pessoas de sexo diferente ou do mesmo sexo.

### O divórcio.

#### As rupturas de união em França

- Tal como pode viver livremente em casal, você pode decidir por fim à sua vida comum. Após a ruptura, ajudas podem-lhe ser atribuídas (ver CAF).
- Se é casada, você pode pedir o divórcio. Existem procedimentos diferentes que se passam no Tribunal de Grande Instance. A assistência dum advogado é obrigatória (pode beneficiar da ajuda jurídica, segundo condições).
- Se deseja sózinha acabar com o PACS, disso você deve informar o seu companheiro e endereçar uma cópia desse correio ao Tribunal d'Instance que recebeu a declaração do PACS. Se os dois estiverem de acordo os dois, fassam então uma declaração de ruptura.
- À repudiação não existe em direito francês.

### A autoridade paternal

- A autoridade paternal é o conjunto dos direitos e deveres dos pais em relação ao seus filhos de menos de 18 anos de idade. Ela é exercida em comum e igualmente pelos dois pais, que eles sejam casados ou não, que vivam juntos ou separados (salvo casos particulares).

### O rapto internacional ou deslocação ilícita das dos filhos

- U pai (ou mãe) não pode decidir sózinho de levar o seu filho (ou filha) viver numa outra cidade ou num outro país sem o acordo do outro pai (ou mãe), ou do juiz dos assuntos familiares. Em caso de ameaças você pode dirigir-se à polícia à Gendarmerie ou à préfecture.

### Regrupamento familiar

- De uma maneira geral em França o seu conjugue pode juntar-se consigo (se o conjugue não é um menor), assim como os seus filhos menores (de si própria), e/ou pelos seus filhos menores numa precedente união sua, ou pelos filhos menores do seu conjugue. Todos eles beneficiam dum título de estadia e do direito de trabalhar, segundo a idade que tiverem.
- Este regroupamento não pode ser realizado sem acordos sob certas condições. Para toda a informação a esse respeito dirigir-se ao OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure:** 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF):** 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD):**  
à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII):**  
02 32 18 09 94

**Police, gendarmerie:** 17

## Práticas proibidas

### As violências

As violências- físicas, sexuais, morais, económicas ou psicológicas, que podem ser cometidas nomeadamente pelo conjugue ou ex-conjugue são proibidas pela lei e os seus autores condenados pela lei.

Para uma urgência ligue para o 17 (polícia ou gendarmerie). Para uma escuta ligue para o 39 19.

### Os casamentos forçados

- O casamento exige o consentimento mútuo dos futuros esposos. Se é provado que um dos dois (ou os dois) foi obrigado a casar-se, o casamento pode ser anulado. A idade legal para se casar é de 18 anos.

Uma consulta gratuita na Maison de la Justice et du Droit (MJD) vos ajudará a fazer os procedimentos administrativos.

### As mutilações sexuais femininas

- Toda mutilação praticada nos órgãos genitais, nomeadamente a excisão, e a infibulação, é proibida.
- As penas podem atingir 20 anos de prisão e 150 000 € de multa. A lei francesa se aplica logo que a mutilação é cometida em França ou num país estrangeiro.

### A poligamia

- O casamento dum homem com várias mulheres é proibido, é um delito sancionado penalmente. Um homem não pode assim casar-se no território francês se ele já tem esposa no seu país de origem. La pena es de 1 año de encarceramiento y 45000 euros de multa.

Em caso de litígio, o juiz aplica seja a lei francesa, seja a lei estrangeira determinada pela nacionalidade das partes. Estas questões sendo complicadas, é aconselhado consultar os profissionais do direito.

### A dissimulação do rosto

- In the public space, no one is allowed to wear some clothing with the intention of dissimulating his/her face (October 2010 law, relevant since April 2011). The penalty can reach 150 euros to 30000 euros.

**Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE):** 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF):** 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD):**  
à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Police, gendarmerie:** 17

**Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS):**  
01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

## Alojamento

### Voçê procura um alojamento

- "Qualquer pessoa no território francês tem direito a um alojamento decente." (lei DALO)
- Voçê pode informar-se junto do/a assistente do serviço social de sector.ous, câmara municipal ou na Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) ou na préfecture.

En caso de urgência ligue para o 115, ou chame a associação La Pause (alojamento pontual de urgência).

### Outras situações

- Se o seu esposo é polígamo e se você deseja aceder a um alojamento separado, você pode ser ajudada: informe-se com um trabalhador social.
- Se tem dificuldades, problemas com o alojamento actual, contactar a ADIL.

### As ajudas (sob condições)

- Ajudas para o alojamento a ver com a CAF.
- Fundo de solidariedade para a habitação a ver com o Conseil général.

**Agence départementale d'information sur le logement (ADIL):**  
02 32 24 06 66

**Caisse d'Allocations Familiales (CAF):**  
0810 25 27 10

**Conseil général de l'Eure:**  
02 32 31 50 50

**Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS):**  
02 32 24 86 01

**Association La Pause:** 02 32 33 52 76



Portugais

Eure

